

Alerte Parents Vigilants : l'extrême-droite vise les écoles du Val-de-Marne !

« Parents vigilants » : qu'est-ce que c'est ?

Cette association se présente comme apolitique, mais est en réalité une émanation du parti politique d'extrême-droite Reconquête d'Eric Zemmour. Le site de l'association ne s'en cache pas, et annonce que ce dernier est celui qui l'a « lancée ». Le but de l'association est très clair. Sur leur site, la citation suivante de Sarah Knafo, cadre de Reconquête, est mise en avant : « La gauche considérait l'école comme son domaine réservé. C'est fini ! ». L'enjeu est donc d'entrer dans les écoles pour y imposer un agenda d'extrême-droite. Pour Zemmour et ses alliés, il s'agit d'une « bataille culturelle ». Leur modèle est Ron De Santis, gouverneur de Floride, qui a mené une offensive contre le « wokisme » (terme fourre-tout utilisé pour critiquer généralement les propos et initiatives de lutte contre les discriminations). En pratique, la politique de De Santis a consisté à interdire certains enseignements (en fermant par exemple les départements d'études de genre des universités) ainsi que des livres (par exemple mettant en scène des personnages LGBT).

Une idéologie raciste, xénophobe, islamophobe, sexiste, LGBTQIphobe et réactionnaire

Les cibles de Parents Vigilants sont les mêmes que celles de Reconquête : les personnes LGBT, musulmanes, sans papiers. Ces trois groupes sont décrits comme des « lobbys » qui intégreraient l'école insidieusement. L'association va donc se donner pour objectif d'attaquer directement tout enseignement ou projet pédagogique supposé défendre l'un de ces trois groupes. Très concrètement, ils visent donc en priorité les minorités parmi les plus attaquées du pays, en particulier les femmes portant le foulard et/ou l'abaya, les personnes trans, les personnes sans-papiers. Nos élèves correspondant à ces catégories, souvent déjà fragilisés, peuvent être particulièrement atteints par ces offensives.

Leurs méthodes

Des campagnes de harcèlement contre des personnels de l'EN

En 2022, une enseignante du Nord prévoit une sortie pédagogique pour ses élèves de classe préparatoire dans un camp de réfugiés. Le RN et Reconquête dénoncent ouvertement ce projet pédagogique, dévoilant l'identité de l'enseignante ainsi que son établissement. Elle reçoit alors des menaces de viol et de mort, sur son adresse mail et à son domicile, et le standard de son établissement est harcelé d'appels téléphoniques. L'enseignante est placée sous protection policière pendant six semaines, et le Rectorat de Lille est obligé de céder. Dans les pages de Causeur en 2023, lorsqu'il fait le bilan de Parents Vigilants, Eric Zemmour s'en félicite : « En novembre dernier, à Valenciennes, nous avons fait annuler une sortie scolaire. Il va falloir qu'ils s'y habituent ! »

L'association Parents Vigilants a donc pour but de systématiser cette méthode : recevoir des témoignages de parents, puis déclencher des campagnes de harcèlement, de doxing (dévoilement de l'identité d'une personne en ligne), de pression à toutes les échelles. Et les résultats sont là : dans les établissements qui ont subi ces campagnes, les enseignant-es sont contraints à l'autocensure sur certains sujets, de peur d'être menacé-es ou attaqué-es.

Des tracts et sondages sur le déclin de l'École et la baisse du niveau scolaire

Afin de crédibiliser leur discours, ces idées se mêlent à un discours décliniste sur l'École, reposant à la fois sur des mensonges mais aussi sur des constats au moins en partie réels, pouvant ainsi séduire les parents d'élèves, mais aussi les personnels de l'éducation. Sur leur site, ils parlent par exemple de baisse de niveau, de problèmes liés à l'inclusion, d'épuisement des enseignant-es. Ces constats (qui ne sont pas détaillés, et donc peuvent trouver écho dans nos écoles) sont mêlés à un discours complotiste : l'école serait l'outil d'un « grand endoctrinement », destiné à, au lieu d'apprendre à lire, écrire et compter, véhiculer des idées politiques ou apprendre des pratiques sexuelles aux enfants. Les savoirs fondamentaux sont ainsi opposés à tout savoir critique, qui ne serait qu'outil de manipulation. C'est bien entendu un retournement absolu, car l'éducation à la sexualité ou la lutte contre les discriminations sont des outils pour les élèves leur permettant de reconnaître et se prémunir des violences.

Leurs actions sur le Val-de-Marne depuis plusieurs semaines :

- Des distributions de tracts ont eu lieu devant les écoles de plusieurs villes : Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Maurice, Bry-sur-Marne... Ces tracts se présentent sous la forme d'une « grande enquête » sur l'École. Les questions sont sans équivoque : prétendues absences des enseignant-es, baisse du niveau scolaire, fondamentaux, programmes, contenus trop orientés politiquement...
- Des distributions de tracts devant les RER et lors des marchés. Les marchés de Noël seront a priori particulièrement ciblés
- Des mails ont été envoyés aux chef-fes d'établissement de collège afin de les dissuader de mettre en place toute prévention pour la vaccination contre le HPV
- Des mails adressés aux écoles afin que les enseignant-es renoncent à la partie du programme intitulé « comprendre ce corps qui change » destiné aux CM2.

La CGT Educ'action a déjà alerté à plusieurs reprises le ministère sur les dangers de cette association et la CGT Educ'action 94 a adressé une demande d'audience à la DSDEN avec le SNUPDEN-FSU 94. L'administration doit se positionner clairement, informer, protéger les collègues et les élèves ! Notre syndicat est résolument antifasciste et ne laissera pas l'extrême-droite s'immiscer dans nos écoles !

C'est pourquoi nous appelons tous les personnels à :

- **Informer les collègues et directions d'école de la situation**
- **Prendre attache auprès des associations de parents, pour les informer. Elles sont d'autant plus concernées que les militants de PV se présentent comme « une association de parents d'élèves »**
- **Nous remonter les actions constatées sur le territoire**
- **Remplir systématiquement des fiches RSST en cas de diffusion, en tant que personnels et/ou parents d'élèves**
- **Nous contacter en urgence en cas de ciblage d'un-e enseignant-e par le collectif**
- **Participer activement aux distributions de tracts organisées par les collectifs locaux antifascistes et par la CGT Educ'action 94.**